ÉLECTIONS INRAE 2024

CONSEIL DE GESTION DE DEPARTEMENT

AGROECOSYSTEM

Nous sommes candidats au conseil de gestion du département AgroEcoSystem pour représenter les personnels et les collectifs de travail afin de faire vivre et développer nos disciplines de recherche. Nous voulons porter les revendications des personnels de toutes catégories. Nous combattons l'objectif de la direction générale de INRAE de réduire la représentation du personnel comme cela s'est déjà fait dans d'autres instances. Le conseil de gestion du département est un lieu essentiel de la vie de la recherche, de ses unités et de ses personnels et traduit au mieux les priorités définies avec le conseil scientifique dans les moyens affectés aux unités.

Les élus CGT sortants du Conseil de Gestion ont toujours veillé à maintenir une justice et un équilibre dans la distribution des financements, tout en dénonçant les budgets et moyens humains insuffisants**. Les élus CGT dénoncent l'absence de moyens et demandent davantage de crédits récurrents compte tenu des charges croissantes qui pèsent sur les unités : charges de fonctionnement (fluides, électricité...) mais aussi charges liées à l'accroissement des recrutements des personnels non titulaires pour poursuivre les activités de recherche**. Nous avons lutté, à différents niveaux, contre le RIFSEEP, et son projet de rémunération « différenciée » pour des agents de même indice. Nous avons été particulièrement attentifs aux conditions de travail des collègues, notamment dans les Unités de Service et les Unités Expérimentales, et dans les unités touchées par des restructurations. Nous avons exigé des points d'information réguliers sur la situation du déménagement de certaines grosses unités d'Ile de France sur Palaiseau, dans le cadre du projet Saclay, créant des situations compliquées dans les unités concernées (départs, mobilités, écroulement de certains effectifs) et sur l'engagement du département envers ses agents. Nous avons toujours pris position pour la défense d'une politique de recherche publique indépendante. Nous dénonçons aussi la course aux appels d'offre qui est la seule possibilité donnée aux unités pour faire face aux manques de moyens mais aussi nous dénonçons la progression de notre fonctionnement vers une gestion régionale de la recherche publique : INRAE ne doit pas se transformer en agence de moyens. Nous resterons vigilants sur la mise en place des agences de programme et son impact sur notre département.

La CGT s'inquiète du renforcement de la « régionalisation » des structures INRAE, en particulier des regroupements et des fusions de services au niveau de différents Centres et de l'adhésion de l'Institut à des COMUE (communauté d'universités et établissements).

Le rôle des élus est de relayer et défendre les préoccupations et revendications des personnels, compte tenu des réformes à venir et dans un contexte tendu :

- de départs à la retraite non remplacés, de recrutements accrus sur contrats précaires en CDD ou en CDI de projet,
- d 'externalisation des métiers et des services visant à réduire les personnels titulaires notamment des services d'appui à la recherche,
- de mise en place de plateforme de gestion mutualisée,
- de diminution constante de crédit de soutien de base,
- d'agents victimes d'une fusion trop précipitée INRA-IRSTEA et de conditions de travail dégradées des personnels (Géfi, puis SIFAC, Nautilus),
- de mise en cause des unités expérimentales,
- d'absence ou de différence de valorisation des agents selon les grades au travers de promotions (Primes aux mérite, Suppression des CAPL).

Compte tenu des attaques gouvernementales sur les moyens engagés dans la recherche, attaques relayées et accompagnées par la direction générale, comme pour la « LPPR » (Loi de Programmation Pluriannuel de la Recherche), attaques qui ne cessent de porter atteinte à la qualité de l'activité de recherche de nos unités, en baissant les financements, en diminuant les emplois, en dégradant nos conditions de travail, en cherchant à opposer les personnels les uns aux autres, il nous semble **indispensable d'affirmer clairement dans les conseils les points ci-après** (non exhaustifs), **que seule une liste syndicale CGT, peut vraiment porter. Vos élus CGT s'engagent** :

• A défendre le maintien d'une gestion nationale des personnels de toutes catégories sans perte de cette prérogative au profit des COMUE.	*• A rester mobilisés contre les rémunérations au « mérite » comme le RIFSEEP, ou la PEDR (ex-PES), ou le nouveau régime indemnitaire et de primes porté par la LPPR.*	*• A nous opposer aux restructurations et aux fermetures arbitraires d'unité ainsi qu'aux mobilités forcées des personnels. Accompagnement farouche des personnels qui subissent ces restructurations.*
• A défendre l'existence des départements comme élément structurant de l'Institut National INRAE face à la marche en avant vers la dislocation territoriale.	*• A défendre les unités expérimentales et les fonctions d'appui, contre leur « externalisation » et leur mutualisation au détriment des personnels.*	*• A défendre le renouvellement a minima des départs (retraite et autres) par des postes de titulaires, l'effondrement continu des recrutements ne pouvant qu'amener à remettre en cause à terme l'existence de nombreux départements et amplifier encore plus la précarité, les postes contractuels fragilisant indéniablement la transmission des compétences et des savoir-faire au sein des unités.*

• A défendre l'établissement d'un soutien de base décent à 20.000 € par agent toutes catégories confondues en défendant l'arrêt de la prédominance du financement sur projet au sein même de INRAE ; de ces appels d'offres dont la nature totalement aléatoire rend exsangue une majorité d'unités, stérilise la « recherche fondamentale » qui peut être conduite dans nos unités, empêche le travail de long terme, dégrade les collectifs et les conditions de travail des personnels, et démotive même les plus jeunes et les plus dynamiques et enthousiastes de nos scientifiques.

C'est bien ce qui guide le positionnement des élus CGT dans les arbitrages auxquels ils participent au sein du conseil de gestion.

Élus sur cette profession de foi, nous nous engageons à défendre un INRAE public et national, à 100 % au service de tous les citoyens. Nous travaillerons avec nos collègues du conseil scientifique du département qui défendent les principes de la CGT. Nous nous engageons à utiliser ce lien pour relayer tant au plan du département, qu'au plan national, nos aspirations à une recherche publique libre, indépendante, collaborative et efficace.

VOTEZ ET FAITES VOTER POUR LA LISTE CGT

1. **Patricia BRACONNIER**
TREX– Centre INRAE Nouvelle Aquitaine Bordeaux- UMR ISPA
2. **Cyril GIRARDIN**
IRHC– Centre INRAE Versailles-Saclay – UMR Ecosys
3. **Gaelle ROLLAND**
TREX – Centre INRAE Occitanie-Montpellier- UMR LEPSE
4. **Patrick BEAUCLAIR**
AI – Centre INRAE Nouvelle Aquitaine Poitiers – UE FERLUS
5. **Elzbieta FRAK**
CRCN – Centre INRAE Nouvelle Aquitaine Poitiers – UR P3F
6. **Simon BOUDSOCQ**
CRCN – Centre INRAE Occitanie-Montpellier – UMR Eco&Sols
7. **Virginie ROSSARD**
IE– Centre INRAE Occitanie-Montpellier – UR LBE
8. **Lucas CHARROIS**
TREX – Centre INRAE Grand Est – UMR LSE
9. **Line BOULONNE**
IEHC – Centre INRAE Val de Loire – UR INFO&SOLS
10. **Mickaël LAMBOEUF**
IECN – Centre INRAE Bourgogne Franche Comté – UMR AgroEcologie
11. **Micheline DEBROUX**
TREX – Centre INRAE PACA – UMR EMMAH
12. **Fabrice FLAMAIN**
AI– Centre INRAE PACA – UMR EMMAH
13. **Marianne VAN PETEGHEM**
TRN– Centre INRAE Nouvelle Aquitaine Poitier – UR P3F
14. **Mark IRVINE**
IR– Centre INRAE – Nouvelle Aquitaine Bordeaux - UMR ISPA
15. **Michel BERTRAND**
IRHC – Centre INRAE Versailles Saclay – UMR Agronomie
16. **Eric LATRILLE**
IRHC– Centre INRAE Occitanie Montpellier – UR LBE